

# LA PARTIE DE THÉ DES PATRIOTES

PATRICE JORLAND \*

*Le Tea party a animé la politique américaine de ces dernières années. Avatar de l'extrême droite enragée par la crise économique et l'élection d'un président noir, qui, sur la base de l'antifiscalisme et du moins d'État, a attiré à elle des éléments appartenant aux nombreux hate groups. Fractionnée, cette nébuleuse est perméable aux idées de l'ultradroite religieuse, ainsi qu'au darwinisme social des libertariens et au militarisme que diffusent les néoconservateurs. Des pans entiers du patronat la financent et des secteurs importants de l'appareil d'État appliquent son programme. Cooptés par le parti républicain, ces mouvements l'ont déplacée plus encore vers la droite.*

**S**elon certains, tout aurait commencé le 19 février 2009 lorsque, depuis la corbeille du Chicago Mercantile Exchange, l'un des temples de la finance mondialisée, Rick Santelli, journaliste de la chaîne CNBC, se lança devant la caméra dans une diatribe enflammée contre le projet de refinancement des hypothèques que présentait le gouvernement américain. Cela ne pouvait que « promouvoir un comportement irresponsable » en subventionnant des débiteurs insolvable « pour qu'ils ajoutent une salle de bain supplémentaire à leur domicile ». Et cet ancien *trader* de la banque d'investissement Drexel Burnham Lambert, qui avait été contraint de fermer en février 1990 pour opérations illégales sur le marché des « obligations pourries » (*junk bonds*), d'en appeler à une « *Tea party* » dans tout l'Illinois. À suivre d'autres observateurs, la protestation serait née un peu plus tôt à Fort Myers, Floride, ou à Seattle, dans l'État de Washington, mais c'est bien le vocable « *Tea party* » qui devait s'imposer. Si, en l'occurrence, TEA est le sigle de « *Tax Enough Already* » (déjà assez d'impôts !), l'expression remonte bien évidemment à la « *Boston Tea Party* » du 16 décembre 1773, date à laquelle soixante habitants de cette ville, costumés en Indiens

---

\* HISTORIEN - GÉOGRAPHE

Mohawks et armés de tomahawks, étaient montés nuitamment à bord de trois navires dont ils jetèrent les cargaisons de thé à la mer afin de protester contre l'accroissement de la taxe frappant ce produit. Ce haut fait est resté dans les mémoires comme le premier acte de rébellion contre la tutelle britannique et le prodrome de la lutte pour l'indépendance des treize colonies. Aujourd'hui, la virulence exprimée est telle que l'on tend à assimiler le Tea party à l'extrême droite américaine, dont il aurait fait en quelque sorte la synthèse et élargi l'audience grâce à son ancrage dans la vie politique et le débat idéologique du pays. L'un et l'autre de ces points méritent d'être vus de plus près. Encore convient-il de commencer par cerner la genèse, la composition et les prises de positions de ce mouvement.

### ***A grassroots movement?***

128

Le mouvement s'est présenté comme l'expression spontanée de citoyens excédés par le gouvernement central, par les milliers de milliards de dollars dépensés par lui en faveur des « nababs » (*fat cats*) de Wall Street, puis pour relancer l'économie et bientôt pour financer l'extension de la couverture maladie. À ces décisions, qui ont gonflé le déficit public, feront inévitablement suite une hausse des impôts sur les revenus et des taxes sur la consommation, un interventionnisme insupportable dans la vie privée des gens, une restriction des choix individuels, des atteintes répétées aux valeurs fondatrices du pays. Aussi serions-nous face à la révolte de l'Amérique d'« en bas » contre ce qui se passe à l'intérieur de la « *beltway* », la rocade autoroutière 495 qui encercle la ville de Washington et, par là, sert de métonymie pour le pouvoir central, son arrogance supposée et son intellectualisme ignorant des réalités sociales de la nation. Parti de la base (*grassroots*), le mouvement ne se reconnaissait pas de dirigeants, même s'il a eu des figures reconnues. On serait en quelque sorte revenu à l'époque (l'année 1831) où Alexis de Tocqueville, jeune aristocrate normand en voyage dans le Nord-Est du pays, avait cru trouver dans ce type d'échanges la clef d'une démocratie possible, à ceci près que l'Internet et les blogs ayant pris le relais du bouche-à-oreille, le mouvement a pu gagner rapidement l'ensemble de cet État-continent. Le dense réseau des chaînes de télévision – celui de la Fox notamment – et des stations de radio paléo ou néoconservatrices lui a servi de caisse de résonance, tout cela étant repris par les médias « *mainstream* » qui, en évitant de s'engager, donnèrent à ce récit un semblant de crédibilité.

Le mécontentement, la colère, voire la rage, qui s'exprimaient ainsi n'étaient pas sans fondements. Le sauvetage des banques reste d'autant plus indécent que la « moralisation » du secteur financier

tarde à se préciser et, si les profits enregistrés et les bonus accordés par ce secteur sont à nouveau à la hausse, l'emploi ne suit toujours pas, ni les salaires des travailleurs modestes. Il est également vrai que les responsabilités de la déréglementation et de la financiarisation, dans lesquelles l'administration démocrate de William Jefferson « Bill » Clinton a été fortement impliquée, remontent loin et de cela, l'hôte actuel de la Maison-Blanche n'a pas su se distinguer, à supposer même qu'il ait voulu le faire. Toutefois, le déficit des comptes publics date de l'administration Reagan, avant que de se creuser à nouveau avec le jeune Bush, sous l'effet cumulé des réformes fiscales et de la hausse exponentielle des dépenses militaires. Les anathèmes qui ont été adressés à la présente administration étaient donc biaisés et le plus souvent hors de propos : loin d'accroître les impôts, le plan de relance a réduit leur montant pour 95 % des familles américaines, cependant que le financement des programmes de construction et d'équipement par le gouvernement central est allé pour une bonne part à des projets conçus par les États fédérés et les collectivités locales. Et que dire du système de santé américain, le plus coûteux au monde, le moins performant des pays développés et laissant 45 millions de personnes privées de toute couverture, si ce n'est qu'une réforme de fond n'avait que trop tardé ? On ne peut donc exclure le phénomène de conscience malheureuse qui conduit les mécontents à méconnaître la nature de la crise systémique à laquelle ils sont confrontés, à les détourner vers des boucs émissaires et, en définitive, à reproduire l'intolérable. Encore convient-il de comprendre comment cela s'accomplit.

En matière politique et sociale, il n'y a pas de génération spontanée. Les thèmes et les slogans du « *Tea party movement* » préexistaient à son apparition. Différence apparente d'avec l'électorat le plus engagé derrière Bush le Jeune, ce qui apparaissait au premier plan de ses mots d'ordre n'était pas les « trois G » - *God, guns and gays* : Dieu version évangéliste, le droit de porter et d'accumuler les armes à feu, l'opposition radicale au mariage des homosexuels et, au-delà, au contrôle des naissances et à la libre responsabilité de sa sexualité -, mais l'antifiscalisme, l'antiétatisme et l'affirmation de l'individu comme sanctuaire intouchable, le *NIMBY*, pour « *not in my back yard* » - au mot à mot « pas dans mon arrière-cour » -, et, en bon français, « ne touchez pas à mes plates-bandes » - comme nouvelle devise de la république. Ou encore, « *don't tread on me!* », ne « marche pas sur moi », qui est l'un des morceaux les plus célèbres du groupe *thrash metal* Metallica et que l'on retrouve comme slogan sur un des drapeaux du mouvement, un crotale ou serpent à sonnette roulé sur lui-même avant que de mordre. Or, non seulement l'antifiscalisme est un courant majeur de la vie

politique américaine et un des principes sacrés du parti républicain, non seulement le thème du « trop d'État », que Ronald Reagan avait érigé en principe directeur – « l'État n'est pas la solution, c'est le problème » – est récurrent, mais cela s'est chargé, depuis le début des années 1980 d'une rhétorique hostile à toute mesure sociale, au motif que l'aide ne ferait qu'encourager la paresse et entretenir une « culture de la dépendance ». Aussi ne faut-il pas s'étonner si les slogans du *Tea party* s'entrelacent à ceux du racisme, de la xénophobie et de l'ordre moral, sur lesquels il conviendra de revenir puisqu'ils sont constitutifs de l'extrême droite américaine.

### ***Astroturfing***

130

Le terreau existait et il s'est révélé fertile au moment où le parti républicain, assommé par sa triple défaite électorale (présidentielle, parlementaire et locale) de 2008, s'engageait dans une stratégie de blocage systématique des réformes, aussi modestes et partielles eussent-elles été, entreprises par la nouvelle administration, celle du système de santé en particulier. Les *Tea parties* et les *town hall meetings* de l'année 2009 ont en vérité rassemblé moins de 150 000 personnes au total dans un pays de 308 470 703 habitants, mais la couverture médiatique et la stridulation des slogans en hypertrophiaient l'importance, appuyant ainsi l'opposition parlementaire qui, en retour, n'a pas manqué d'entretenir la rage des manifestants.

Qui plus est, le mouvement s'est rapidement structuré en réseaux, les *Tea Party Patriots* qui affirmaient rassembler 15 millions de personnes et 1 000 collectifs locaux, le *Tea Party Express* dont la caravane de bus a traversé le pays, tenu 34 meetings et atteint son terminus, Boston, le 14 avril 2009, la *Tea Party Nation* dont le fondateur, Judson Philipps, estime raisonnable de réserver le droit de vote aux propriétaires et a organisé le premier congrès du mouvement, à 549 euros le ticket d'entrée, le *9/12 Project* qui a monté le rassemblement de Washington le 12 septembre de la même année, etc., cela avec des chevauchements et affiliations multiples. Le rôle de certaines personnalités mérite d'être évoqué, celui de Glenn Beck en particulier, auteur prolifique qui s'était fait une réputation grâce à sa haine des Français – un « peuple d'idiots et de trouillards » -, qui anime aujourd'hui un *talk show* sur une des radios nationales et un *news show* sur une chaîne câblée du groupe Fox, en même temps qu'il est le fondateur du *9/12 Project* censé résumer les valeurs américaines en 9 principes (je crois en Dieu, centre de ma vie ; l'Amérique fait le bien ; ma famille est sacrée, ma femme et moi détenons l'autorité ultime, pas le gouvernement, etc.)

et 12 valeurs dont l'honnêteté, l'espérance, le goût du travail, le courage...

L'antiétatisme étant polysémique, le mouvement actuel fédère toutes sortes de sous-courants. On y retrouve les partisans acharnés du port des armes en vertu du deuxième amendement de la Constitution (la *National Rifle Association*, le lobby le plus puissant des États-Unis avec celui des retraités et celui du soutien au Likoud israélien, la *Law Enforcement Alliance*, leurs excroissances plus extrémistes encore, comme les *Gun Owners of America*), la *John Birch Society*, fondée en 1958 pour faire face à l'« infiltration communiste » jusqu'au sein de la Maison Blanche, ainsi que les différents *hate groups*, mobilisés dans la haine et pour la haine, auxquels se sont ajoutés de nouveaux *Patriot groups*. Plus respectables, les *libertarians* ou anarcho-capitalistes pour lesquels le marché, la charité et l'auto-organisation choisie peuvent se substituer à l'État dont le rôle devrait se limiter à assurer la justice et l'ordre : moins d'impôts et de lourdeurs administratives, plus de libertés individuelles et locales. À souligner toutefois que le *Libertarian Party*, qui a été fondé en 1971, se singularise en ce qu'il est favorable au mariage homosexuel, qu'il s'oppose aux expéditions armées, qu'il demande le retrait d'Irak et d'Afghanistan, ainsi qu'une réduction drastique des dépenses militaires, ce qui ferait de lui le porte-parole de l'*isolationnisme* moderne s'il n'était favorable à la libéralisation de l'immigration et au libre-échange intégral. Bien qu'il ne lui soit pas affilié, le *Cato Institute*, *think tank* libertarien le plus actif, publie des études internationales souvent hétérodoxes.

131

Il s'avère que de puissantes organisations conservatrices ont fourni au mouvement l'essentiel de sa logistique et de ses finances : *Freedom Works*, *Americans for Prosperity*, la *Sam Adams Alliance* de Chicago, ou encore sa filiale l'*American Majority*, la première citée étant animée par l'ancien chef du groupe républicain à la Chambre des représentants, Richard « Dick » Armey, et le milliardaire Steve Forbes. En d'autres termes, cela sent le parti républicain à plein nez et c'est d'autant plus significatif que ces organisations, tout comme celles du fondamentalisme chrétien (*Focus on the family* en particulier, dont des membres participaient aux *Tea parties*), pratiquent avec efficacité l'*astroturfing*. Le terme vient de l'Astrodome, le stade de baseball de Dallas, Texas, qui a été le premier, en 1966, à avoir été revêtu du gazon (*turf*) artificiel élaboré par la firme Monsanto. *Astroturfing* signifie, par extension, le montage de manifestations dites spontanées, manipulation qui n'est pas proprement américaine et ne se limite pas au politique, de grands groupes d'affaires (Wal-Mart, Monsanto, les industriels du médicament entre autres) y recourant d'abondance.

### ***The pitbull with lipstick***

Il est vrai que le *Tea party movement* marquait la mobilisation d'une partie de l'électorat républicain à l'approche des élections de mi-mandat. La victoire ayant été remportée à la Chambre des représentants, cette mobilisation s'est ensuite maintenue dans la perspective des élections générales de 2012. Tous les sondages convergent en effet pour indiquer que les participants au mouvement étaient très majoritairement des électeurs du parti démocrate. Mais leur agitation, la présence des *hate groups*, la violence des propos, les calomnies déversées, l'ignorance crasse des faits (2% seulement des activistes savaient que le plan de relance comprenait des réductions d'impôts), les menaces physiques adressées à des élus démocrates, mais aussi républicains modérés, risquent d'éloigner ces derniers et ceux que l'on appelle les électeurs non affiliés. Karl Rove, le «cerveau» du jeune Bush, recommandait de débarrasser le mouvement de sa «frange cinglée» (*lunatic fringe*), cependant que Dan Quayle, le vice-président de Bush l'Ancien, craignait un nouvel «effet Perot», c'est-à-dire la division au sein d'un électorat républicain partagé entre les candidats officiels et ceux soutenus par le *Tea party movement*<sup>1</sup>.

132

La vedette était alors Sarah Louise Palin qui, après la défaite aux présidentielles de 2008 et son retrait des fonctions de gouverneure de l'Alaska en juillet 2009, était devenue l'égérie de la droite enragée. Le livre qui porte sa signature, «*Going Rogue*», a dépassé le million d'exemplaires vendus, ses prestations oratoires sont facturées 100 000 dollars l'apparition, elle a prononcé le discours d'ouverture (*keynote speech*) de la première convention du mouvement, le 6 février 2009 à Nashville, elle a participé au *Tea Party Express* et apporté son soutien à une série de candidats. Le personnage est intéressant en ce qu'il exprime bien le mouvement, notamment dans son anti-intellectualisme, en même temps que les hantises (les «trois G») de la droite ultra. Ses défauts – une ignorance manifeste des questions, le recours systématique aux imprécations, une connaissance hésitante des ressources de la langue américaine – la servent auprès des convaincus, tout comme les ambiguïtés calculées de sa posture. Ne joue-t-elle pas avec talent de la séduction de la femme mûre, que Bill Clinton, fin connaisseur en ces sujets, avait

---

<sup>1</sup> On se souvient que le milliardaire Henry Ross Perot s'était présenté en indépendant aux élections présidentielles de 1992, sur un programme déjà antifiscaliste, et qu'en réunissant plus de 18% des voix, il n'avait pas permis la réélection du ticket Bush/Quayle.

reconnue en son temps et que la considérable « industrie du désir » a vite exploitée sous ses multiples variantes. Elle électrifiait ses auditoires, mais polarisait l'opinion et 75 % des sondés estimaient qu'elle n'était pas qualifiée pour diriger le pays.

### ***The paranoid style***

Ce qui se passe renvoie inmanquablement à l'article célèbre dans lequel l'historien Richard Hofstadter définissait et analysait ce qu'il appelait le « style paranoïaque dans la politique américaine »<sup>2</sup>. Son champ d'étude immédiat était le maccarthysme, mais l'auteur montrait que cette tendance était apparue très tôt dans l'histoire du pays, au début du XIX<sup>e</sup> siècle au moins, à propos des francs-maçons. Le qualificatif ne signifiait pas que les personnes étaient atteintes de troubles mentaux mais que, confrontées à des changements qu'elles ne maîtrisaient pas, elles trouvaient refuge dans la croyance en des complots, en des forces obscures cherchant à prendre le contrôle du pays et des existences individuelles. On n'en est pas loin aujourd'hui, sous l'effet de deux données, d'une part l'élection du premier président mulâtre, dont le parcours personnel a été longtemps atypique et dont les prénoms laissent entendre qu'il n'est pas chrétien – aujourd'hui encore, 52 % des électeurs républicains du Mississippi et 45 % de ceux de l'Alabama pensent qu'Obama est musulman, 36 et 41 % ne pouvant se prononcer –, d'autre part, une crise économique dont l'ampleur et la profondeur ne peuvent que secouer la société. Aussi n'est-il pas surprenant, quand bien même cela reste aberrant, que continuent à circuler les rumeurs selon lesquelles Barack Hussein Obama ne serait pas américain (les propagateurs de ces ragots démentis à maintes reprises sont appelés *birthers*) mais étranger, qui plus est « communiste caché » (*obamunism*), que son administration serait en train de préparer des camps de concentration et que le recensement décennal, pourtant rendu obligatoire par la sacro-sainte Constitution, en a été l'étape statistique, en même temps qu'un prétexte à modifier la répartition des sièges de représentants pour mieux imposer un régime dictatorial.

Cette explication reste néanmoins insuffisante, car elle laisse dans l'ombre la pratique déjà évoquée de l'*astrourfing*, n'explore pas assez la sociologie politique du mouvement ni son idéologie. On a par exemple souvent expliqué la longue emprise des républicains

---

<sup>2</sup> Richard Hofstadter : « *The Paranoid Style in American Politics* », *Harper's Magazine*, novembre 1964, p. 77-86.

par le fait qu'ils étaient parvenus à attirer à eux, sur la base des « valeurs » (les trois G notamment), une partie des couches populaires blanches que les mutations de l'appareil productif et le creusement des inégalités affectaient puissamment, à un moment où le parti démocrate, leur défenseur traditionnel, s'était détourné vers les nouvelles couches moyennes tirant profit de la « nouvelle économie ». Ce n'est pas entièrement faux et peut être relié tant à la politique suivie pendant les deux mandats de Bill Clinton qu'à l'affaiblissement spectaculaire du mouvement syndical. Pourtant, les enquêtes indiquent que les membres du *Tea party* sont très majoritairement membres des couches moyennes vivant dans les banlieues aisées ou cossues, et nombre de ses animateurs viennent des mondes de la finance, des médias et de l'immobilier. On a donc plutôt affaire à ce que l'on appelle des *suburban warriors*, des « combattants de banlieue », outrés de ce qu'un mulâtre éduqué, excellent orateur et entouré d'une famille modèle, ait pu accéder aux fonctions suprêmes et, au-delà de cette haine personnelle, outragés à l'idée que l'État cherche à répondre à certains besoins sociaux.

134

Nous avons volontairement refusé d'utiliser le terme « populisme », qui est largement utilisé aux États-Unis – nous y reviendrons – et souvent avec une connotation favorable, car c'est devenu un mot-valise par lequel on recouvre aussi bien les Gracques de la Rome antique que les *narodniki* russes et aujourd'hui Hugo Chávez ou Evo Morales, comme les organisations xénophobes qui prolifèrent en Europe. Par contre, le concept de « populisme de marché » (*market populism*) qu'a élaboré Thomas Frank (*The Nation*, 12 octobre 2000) mérite d'être creusé. Écrivant au moment où s'achevait le deuxième mandat de Bill Clinton et alors que tout le monde ne jurait que par la « nouvelle économie », l'auteur estimait qu'un consensus apparent s'était formé pour reconnaître que le marché, et non l'intervention publique ou l'organisation du corps social, était en définitive le seul à permettre, dans tous les domaines et de façon quotidienne, le libre choix des individus et, par là, l'expression des désirs personnels et collectifs. En bref, si on définit le populisme comme un mouvement cherchant à donner une voix aux sans voix, un pouvoir au « peuple maigre » (*popolo minuto*) face au « peuple gras » (*popolo grasso*), le marché est la forme la plus élevée qu'il puisse atteindre. Bien entendu, l'Internet y avait contribué. Or, la crise a brisé ce consensus autour du populisme de marché et le *Tea party movement* peut s'analyser comme la protestation de ceux qui s'attachent encore à cette illusion.

Depuis son émergence en 2009, le mouvement s'est en quelque sorte institutionnalisé, selon un double processus qui ne saurait surprendre. D'une part, certaines de ses figures de proue sont

entrées directement en politique, sous la bannière républicaine ; d'autre part, le Parti républicain a coopté ses activistes ou s'en est réclamé. Ainsi, 138 candidats aux élections de mi-mandat ont été soutenus par le mouvement, après avoir parfois battu des membres de l'establishment conservateur pendant les primaires, mais 38 % seulement d'entre eux ont été élus. Un comité (*caucus*) du *Tea party* a été formé au Congrès sous l'impulsion de Michele Marie Bachmann, qui représente le 6<sup>e</sup> district du Minnesota depuis 2007, lequel regroupe 62 représentants et quatre sénateurs. Il s'est donné trois orientations : rigueur fiscale, défense de la Constitution dans l'interprétation qu'en donne le mouvement, gouvernement modeste. Dans la campagne des primaires du parti républicain, les candidats les plus proches du mouvement, Michele Bachmann et Herman Cain – Afro-Américain ayant fait fortune dans la restauration rapide (Burger King, puis Godfather's Pizza, dont il fut le fondateur), membre du conseil d'administration de plusieurs firmes (Nabisco, Reader's Digest), ancien président de la Banque fédérale de réserve de Kansas-City – ont été très vite contraints de se retirer. Cela ne signifie pas pour autant que le *Tea party* est désormais absent de la campagne. Il table sur les élections législatives, en particulier celles de la Chambre des représentants qui doit être renouvelée dans sa totalité, et les élections locales (assemblées des États fédérés, conseils municipaux, maires et gouverneurs) dont il peut plus aisément influencer les résultats. Il n'est pas exclu que la défaite du candidat républicain aux prochaines présidentielles, si c'est Mitt Romney, satisfasse le *Tea party* qui s'en saisira pour poursuivre la droitisation de cette formation avec le concours des forces qui soutiennent actuellement les trois autres candidats aux primaires, Rick Santorum, Newt Gingrich et Ron Paul.

### ***Hate groups***

Le mouvement a perdu ce qu'il pouvait avoir de spontané pour s'affirmer comme un des courants ultras du parti républicain. L'une de ses particularités est de prôner le retour intégral aux fondements de la Constitution et en particulier au X<sup>e</sup> amendement qui dispose que les pouvoirs non délégués à l'instance fédérale ni interdits aux États fédérés, reviennent à ces derniers ou au peuple. Cela conduit nombre de « *partiers* » à demander l'abolition du XVII<sup>e</sup> amendement, adopté en 1913, qui a établi l'élection au suffrage direct des sénateurs, alors qu'ils l'étaient auparavant par les assemblées législatives des États fédérés. En d'autres termes, la souveraineté directe du peuple doit s'effacer devant la volonté d'affaiblir l'État fédéral ou, plus exactement, de combattre la politique suivie par

l'actuelle administration. De fait, il ne semble pas que les activistes du mouvement se soient beaucoup émus des mesures liberticides adoptées sous la présidence du jeune Bush, notamment dans le cadre de l'*USA Patriot Act* d'octobre 2001. Il faut reconnaître que celui-ci a été renouvelé en 2006 et 2011, à quelques modifications près pour cause d'inconstitutionnalité d'ailleurs, avec l'assentiment de Barack Obama. De même, l'opposition du mouvement à l'extension de l'assurance maladie ne s'étend pas au Medicare et au Medicaid, deux réformes adoptées en 1965 sous la présidence de Lyndon Baines Johnson, qui couvrent respectivement les personnes âgées de plus de 65 ans et les individus et familles à faibles ressources, parce qu'elles jouissent d'un très large soutien, notamment d'une catégorie d'électeurs, le troisième âge, qui est activement courtisée. Reste à savoir si l'on peut classer le « *Tea party* » à l'extrême droite.

Ce dossier cherchant à répondre à la question de l'extrême droite dans le monde présent, et bien au-delà des seuls États-Unis, nous ne partirons pas d'une définition. Quelques remarques préalables s'imposent néanmoins. L'appareil idéologique de l'extrême droite a toujours été limité, il repose sur la préservation : chauvinisme (de la race, de la nation ou de la civilisation) face au « barbare qui est aux portes ou déjà à demeure » ; valeurs dites ancestrales (travail, famille), à ancrage le plus souvent religieux, que menacent le mouvement même de la société et les vents de l'extérieur ; ordre établi ou perdu, que minent les tensions de classes, de genres, de communautés ou de comportements. Ces éléments se retrouvaient dans tous les mouvements fascistes de l'entre-deux guerres, y compris dans le nazisme dont on sous-estime l'insistance qu'il plaçait sur la famille patriarcale et dont on exagère souvent le paganisme – présent chez certains de ses dirigeants, mais la devise de la Wehrmacht restait « *Gott mit uns* » et la guerre contre l'Union soviétique fut présentée, pendant toute sa durée, comme un acte de défense du christianisme –, ou le fascisme impérial japonais. En deuxième lieu, cet appareil idéologique ne peut devenir une force matérielle que s'il intègre les données spécifiques de chacune des nations. Ainsi, aux États-Unis, la « question noire », c'est-à-dire l'esclavage transatlantique, la guerre de Sécession, la ségrégation, les inégalités dont souffrent aujourd'hui encore les Afro-Américains, les préjugés tenaces et les fantasmes qui entourent ces derniers, reste un marqueur politique, culturel et social. La « question coloniale » est par contre moins prégnante qu'elle ne peut l'être pour des extrêmes droites européennes, submergée qu'elle est par l'expansionnisme territorial qui a marqué la formation du pays, avec l'extermination de peuples indiens et les guerres contre le Mexique, qui en étaient les conditions en même temps qu'elles en furent des modalités essentielles. Pareillement, le rôle dirigeant que

les États-Unis ont continûment joué tout au long de la guerre froide et la prépondérance économique qu'ils exerçaient jusqu'à présent ont modelé les courants et les alignements politiques. En troisième lieu, l'extrême droite ne peut être une catégorie close pour l'éternité. On ne saurait la définir exclusivement par les formes qu'elle a prises dans l'Europe de l'entre-deux guerres, ni en prenant le nazisme, qui en fut l'avatar le plus atroce, comme étalon. Le négationnisme et l'antisémitisme perdurent, qu'il convient de combattre sans relâche, mais le chauvinisme (de la race, de la nation, de la civilisation) est susceptible de se couvrir d'autres oripeaux et, quand bien même certaines d'entre elles miment la symbolique et s'inspirent des méthodes d'organisation du fascisme canonique, il serait dangereux d'attendre que les extrêmes droites contemporaines ressemblent à ce dernier pour commencer à s'inquiéter, a fortiori dans un pays comme les États-Unis, qui n'a pas cette tradition d'encadrement politique. Enfin, en Italie comme en Allemagne, l'extrême droite a accédé au pouvoir par la voie légale, tandis qu'au Japon, c'est le bloc de forces dominant qui s'était de lui-même fascisé. Établir une césure entre l'extrême droite et la droite de gouvernement, c'est donc commettre une erreur historique et sous-estimer le danger présent.

137

Aussi une étude de l'extrême droite américaine nous paraît-elle devoir commencer par le recensement de ce qui est appelé les « *hate groups* », ce qui permettra de dégager plusieurs de ses composantes et de cerner certains de ses modes d'action. L'entreprise est en fait aisée puisqu'elle est poursuivie avec constance et rigueur par le *Southern Poverty Law Center*, un organisme citoyen fondé en 1971 à Montgomery, Alabama, par deux militants des droits civiques. Son champ d'investigation s'est élargi et ne se limite plus au sud profond ni ne se borne à la « question noire », mais les objectifs demeurent : combattre en enquêtant, en informant et en engageant des procédures au civil afin de dédommager les victimes et d'assécher les ressources financières des coupables. La définition qu'il donne des *hate groups* est la suivante : groupe ou mouvement organisé qui fait montre d'animosité, prône et pratique la haine, voire la violence, à l'encontre des membres d'une race, d'une ethnique, d'une religion, d'un genre, d'une orientation sexuelle ou d'autres secteurs de la société désignés par eux.

La « question noire » arrive bien entendu en tête, avec ses différents sous-groupes : Ku Klux Klan, néo-confédérés, suprématistes blancs, « nationalistes » blancs et leurs parèdres, les « nationalistes » et/ou suprématistes noirs dont l'organisation la plus célèbre est la *Nation of Islam* ou Musulmans noirs, marquée par ses diatribes antisémites, son homophobie et les lourds soupçons qui pèsent sur son dirigeant, Louis Farrakhan, d'avoir inspiré les

assassins de Malcolm X au moment où celui-ci donnait à son action une orientation de classe et une dimension anti-impérialiste<sup>3</sup>. Bien plus nombreux sont les sous-groupes qui, sous une forme ou une autre, se présentent comme les défenseurs de la « race blanche ». Il est sans doute inutile de retracer longuement l'histoire du Ku Klux Klan, né en 1865 dans le Tennessee, ni de revenir sur la mise en scène de ses rassemblements. Le nom vient du mot grec *kuklos*, qui se traduit par « cercle », à connotation fraternelle. L'évolution du KKK reflète cependant certaines mutations que les États-Unis ont connues depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le désarroi qu'elles ont pu susciter dans une partie de la population blanche. À l'origine, il regroupait essentiellement des sudistes refusant l'abolition de l'esclavage et l'égalité théorique que celle-ci établissait entre Blancs et noirs. Il s'agissait alors d'empêcher que celle-ci ne devint réelle, en intimidant la population noire et en enfermant la population blanche dans un corset idéologique, ce qui a contribué à imposer et à officialiser la ségrégation. Les opérations punitives et le lynchage en ont été les méthodes les plus connues, que l'on retrouve au cours de la deuxième période. Celle-ci commence en 1915 en Géorgie et couvre les années 1920, qui connaissent et l'exode rural des Noirs au sud et le début de la grande migration noire du sud vers les villes du Nord-Est et la région des Grands Lacs. Le Klan parvint en conséquence à élargir son aire d'influence au-delà du Sud profond, adopta des thèmes complémentaires et étendit son animosité à d'autres groupes. Des pasteurs exerçaient alors une grande influence en son sein, ce qui le conduisit à soutenir la prohibition de l'alcool et à se présenter comme le défenseur des *Wasps*, les Anglo-Saxons blancs et protestants, face aux vagues récentes d'immigration catholique (Irlandais, Italiens, Polonais) et juive, en même temps qu'il combattait les syndicats dès lors que ceux-ci cherchaient à organiser les travailleurs noirs. La crise, le New

---

<sup>3</sup> La volonté de ne pas cliver la population afro-américaine, alors que perdurent les discriminations, les inégalités et les préjugés, le travail social et, à certains égards, culturel que poursuit la *Nation de l'Islam*, la discipline de ses membres, le fait même qu'elle est une organisation religieuse, ce qui, aux États-Unis permet et excuse beaucoup de choses, explique pourquoi Louis Ferrakhan fut invité à prononcer le discours d'ouverture de la Marche du million d'hommes qui se déroula à Washington le 16 octobre 1995, sous l'égide de diverses organisations luttant pour l'égalité civique et la justice sociale. Elle n'est pas l'unique membre du sous-groupe des « suprématistes » noirs. Le SPLC y classe par exemple la secte religieuse des *Nuwaubians* et la *Nation de Yahweh*, pour qui les Noirs sont les Juifs authentiques et les Blancs, les enfants de Satan.

Deal, l'émergence de nouveaux courants populistes, puis l'entrée en guerre des États-Unis entraînèrent son déclin, alors qu'il était parvenu à influencer jusqu'à 15% de la population. Il renaît de ses cendres durant les décennies cinquante et soixante, en s'opposant au mouvement des droits civiques et à l'adoption des lois abolissant la ségrégation, en alliance plus ou moins ouverte avec des hommes politiques sudistes.

On peut regrouper dans cette catégorie d'autres sous-groupes, tels les *néo-confédérés* qui, sans nécessairement recourir à la violence ou aux menaces, entendent défendre l'image des États sécessionnistes et les traits originaux de la culture sudiste. On notera que le drapeau confédéré – croix de Saint-André bleue en sautoir, frangée de blanc, sur champ rouge et portant treize étoiles blanches, soit le nombre d'États sécessionnistes – est l'objet de controverses récurrentes et qu'il est souvent arboré par des unités de l'armée américaine, notamment du corps des marines, aux côtés ou non de la bannière étoilée. Autre sous-groupe, les « *nationalistes blancs* » qui se subdivisent en « *séparatistes blancs* » et en « *suprémates blancs* », avec pour convictions communes l'inégalité biologique entre les races et la supériorité de la race blanche, le plus souvent définie comme d'origine européenne, nordique de préférence, et de religion chrétienne. Aussi n'existe-t-il pas de frontière nette entre ce sous-groupe et le groupe des *néo-nazis*. Séparatistes et suprémates, - à ces derniers, il convient d'associer le sous-groupe des *skinheads racistes* - sont obsédés par le métissage qu'ils entendent empêcher par une forme d'apartheid, avec, pour les séparatistes, la création de territoires séparés.

Plus originaux encore, si l'on peut ainsi s'exprimer, sont les « *chrétiens identitaires* » pour qui Adam et Eve sont les ancêtres des Blancs, alors que les « *peuples de couleur* », apparus plusieurs milliers ou millions d'années avant, ne sont pas des créatures divines mais doivent être assimilés à des animaux. Quant aux Juifs actuels, ils ne descendent pas de la tribu de Juda mais d'Esau, ou des Khazars, ce peuple dont l'empire s'étendit, du VII<sup>e</sup> au X<sup>e</sup> siècle, de l'Ukraine orientale au Kazakhstan actuel et qui se convertit en effet au judaïsme, quand ils ne sont pas plus simplement des créatures de Satan. Les Églises, quelles que soient leurs dénominations, sont toutes hérétiques, parce qu'elles professent l'existence d'une espèce humaine unique. Les chrétiens identitaires recourent fréquemment à la violence. Ainsi, *The Group*, qui se faisait également appeler *Brüder Schweigen* ou Fraternité silencieuse et qui fut créé en septembre 1983 dans l'État de Washington, demandait la formation d'un territoire indépendant dans le Nord-Ouest des États-Unis où les authentiques descendants d'Adam et d'Eve vivraient loin des Juifs et des gens

de couleur. Le groupe se lança dans une série d'attaques à main armée et dans le faux-monnayage, avant que d'assassiner Alan Berg dont le *talk show* radiodiffusé était alors célèbre pour son franc-parler. Le fondateur de la « fraternité » fut tué lors de l'assaut de son refuge qu'il avait transformé en fort Chabrol et une dizaine de ses sectateurs furent condamnés pour leurs délits. Aux « chrétiens identitaires », qui tendent à se présenter comme les seuls véritables réformés, le SPLC associe les groupes de *catholiques intégristes* qui complètent leur opposition radicale au concile Vatican II, comme partout où ils sont organisés, par un antisémitisme virulent et un négationnisme à toute épreuve.

### ***Patriot movement***

140

La gamme est incomplète, elle doit également inclure les autres mouvances négationnistes, ainsi que les courants islamophobes, homophobes, xénophobes ou hostiles à tout contrôle des naissances au nom du « droit absolu à la vie ». Plusieurs traits se dégagent de l'ensemble. Le premier est la prolifération des groupes, qui se comptent par centaines, avec de multiples chevauchements possibles d'un courant à l'autre. Le deuxième tient au fractionnement, rares étant les organisations de dimensions nationales – même à ses heures de plus grande influence, le Klan restait décentralisé malgré l'existence de son grand sorcier (*Wizard*) – et plus rares encore celles qui ont cherché à se constituer en un mouvement politique digne de ce nom. Cela découle sans doute de la structure fédérale du pays, de la prégnance du bipartisme et de la nature des deux grands partis américains qui, au-delà de quelques traditions et lignes de force programmatiques, sont des coalitions hétérogènes sur le plan social et idéologique. Aussi, plutôt que de tenter de constituer durablement d'autres partis, ces groupes, lorsqu'ils investissent le politique, cherchent-ils à peser sur l'une des deux grandes formations et à pratiquer une forme d'entrisme. Les choses étant ce qu'elles sont, cette entreprise concerne aujourd'hui presque exclusivement le parti républicain, mais cela n'a pas toujours été le cas. Comme on le sait en effet, les démocrates furent majoritaires dans le Sud profond jusqu'à l'abolition de la ségrégation et l'établissement des droits civiques. Le troisième trait concerne le fait religieux, sur lequel nous aurons à revenir puisque le champ politique américain est largement investi, sur sa droite extrême et son extrême droite notamment, mais pas exclusivement, par des congrégations et des mouvements religieux. Nombre de *hate groups* sont des rameaux de courants religieux ou teintent leurs discours de références religieuses, quand ils ne proposent pas d'étranges interprétations, amalgames

et fusions, souvent sur le mode apocalyptique et toujours sur celui de l'excommunication. Des faits divers dont ils sont responsables ont fait un temps la une des médias, tels les piquets de protestation organisés par la *Westboro Baptist Church de Topeka* (Kansas) lors des enterrements de soldats tués en Irak ou en Afghanistan. Leurs morts ont été voulues par Dieu, affirme ce groupuscule, pour punir les États-Unis de tolérer l'homosexualité – *Godhatesfags*, « Dieu hait les tapettes », tel est son mot d'ordre – et d'autoriser les hérésies catholique, musulmane ou juive. Ou encore la journée internationale d'autodafé du Coran que le *Dove World Outreach Center* de Gainesville, Floride, entendait conduire pour le neuvième anniversaire du 11 septembre 2001. Certains de ces groupes recourent sciemment au terrorisme, comme ce fut le cas de la *Jewish Defense League*, fondée en 1968 par le rabbin Meir Kahane, et de la *Jewish Task Force*, établie en 1991 par son lieutenant, Victor Vancier. Plusieurs plastiquages, assassinats et tentatives d'assassinat contre des biens et des citoyens soviétiques, des mosquées ou des Américains d'origine arabe, leur ont été imputés, dont le plus sanglant fut le meurtre de 29 Palestiniens perpétré en 1994, devant la cave des Patriarches d'Hébron, par le « kahaniste » Baruch Goldstein.

141

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène, l'importance du fait religieux dans la formation des États-Unis – les premières colonies furent créées par des communautés religieuses, puritains en Nouvelle-Angleterre, quakers en Pennsylvanie, catholiques au Maryland et anglicans en Virginie –, la violence même de l'expansion territoriale après l'indépendance et celle associée à l'« institution singulière » ou *peculiar institution*, euphémisme pour esclavage, qui ne pouvaient pas ne pas imprégner les croyances et pratiques religieuses, de façons diverses et contradictoires d'ailleurs, les tensions apparues à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle entre la majorité *waspet* et les nouvelles vagues d'immigration non réformées, mais aussi le fait qu'à côté des grandes dénominations chrétiennes – catholicisme, orthodoxie slave et orientale, anglicanisme, protestantisme –, les États-Unis connaissent d'innombrables églises dites non confessionnelles (*nondenominational*), c'est-à-dire volontairement indépendantes, et qu'ils ont été le théâtre de multiples scissions et schismes, ce qui permet à quiconque le souhaite de se bricoler une religion ou un courant religieux sur mesure

Dernier trait remarquable, mais c'est un élément de la définition, une violence réelle, latente ou implicite suinte de ces organisations, violence inquiétante, mais qui, au regard de l'histoire des États-Unis, ne saurait étonner. Pour ne regarder que par le petit bout de la lorgnette, quatre présidents (Lincoln, Garfield, McKinley, Kennedy) ont été assassinés et 15 ont été l'objet de tentatives d'assassinat

(Jackson, Lincoln, Théodore Roosevelt, Hoover, F.D. Roosevelt, Truman, JFK, Nixon, Carter, Reagan, Bush père et fils, Clinton, Obama à plusieurs reprises), cependant que treize membres du Congrès ont été tués ou blessés, la dernière en date étant Gabrielle Giffords, la représentante du 8<sup>e</sup> district de l'Arizona, le 8 janvier 2011, et il conviendrait d'ajouter à cette liste plus que partielle les militants des droits civiques, les syndicalistes, les pacifistes, les militants des droits des homosexuels ou encore les médecins pratiquant l'interruption volontaire de grossesse qui, bien plus nombreux encore, ont été victimes de meurtres. Mais dans un pays qui enregistre 6,6 millions de crimes violents (meurtres, viols, coups et blessures, vols à main armée) par an et un taux de 4,8 meurtres pour 100 000 habitants, soit plus du double de ceux d'Europe occidentale – moins que le record national de 1991, qui s'établissait à 9,8, et inférieur de beaucoup à ceux du Salvador (65) ou du Honduras (78), il faut le reconnaître –, où les tueurs en série et à la chaîne (*spree killers*) font régulièrement l'actualité, il n'est pas exagéré de penser qu'il existe une sorte de continuum entre les agissements des *hate groups* et la criminalité de droit commun dont ces derniers relèvent le plus souvent.

142

Or, l'extrême droite américaine compte, selon le Southern Poverty Law Center, une autre composante, le *patriot movement*, dont le nombre de groupes et de membres connaît une véritable explosion depuis 2008. Ce mouvement n'est pas nouveau, il avait fait parler de lui en 1992 avec l'assaut lancé par des agents du FBI et des prévôts de l'US Marshals Service, qui sont des agents fédéraux à ne pas confondre avec les shérifs, contre la cabane de la famille Weaver à Ruby Ridge, Idaho, faisant à l'occasion trois morts. Plus sanglant encore fut le siège des bâtiments des davidiens, secte née en 1955 d'un schisme au sein d'une excroissance de l'Église des adventistes du 7<sup>e</sup> jour, à une quinzaine de kilomètres de Waco, au Texas. Le siège s'était prolongé du 28 février au 19 avril 1993, pour se terminer par l'incendie des locaux dans lequel périrent 76 personnes dont une vingtaine d'enfants. L'une et l'autre affaire, au cours desquelles les services fédéraux avaient multiplié maladroresses, erreurs et inepties, soulevèrent de vives controverses qui inspirèrent l'attentat à la bombe perpétré contre un immeuble administratif d'Oklahoma City le 19 avril 1995. Il y eut 168 victimes et le montant des pertes matérielles fut évalué à 650 millions de dollars de l'époque. Pour les « patriotes », dont Timothy McVeigh, l'auteur de l'attentat, est devenu l'icône, la famille Weaver et David Koresh, le gourou de la secte davidienne, les martyrs, la fin des temps est imminente et il importe de s'y préparer en se détachant du monde dont le contrôle a été pris par un État illégal, pervers et peuplé de métèques, ce grâce

au laxisme du XIV<sup>e</sup> amendement qui établit la nationalité sur le droit du sol. Les taxes, impôts et règlements que l'État impose doivent être rejetés et combattus les agents chargés de les faire appliquer ou de les percevoir. Particulièrement honnis sont ceux du FBI et de l'ATF, pour *Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives*, l'agence chargée de combattre la fabrication et la possession illégale d'armes et d'explosifs, ainsi que la contrebande et le commerce illégal d'alcool et de tabac. Les véritables Américains que sont les « patriotes » ne peuvent compter que sur le droit de porter des armes que leur reconnaît le deuxième amendement, ce qui autorise les chevauchements tant avec les *gun fanatics* de toutes obédiences et les multiples variantes de xénophobes qu'avec les milices autoformées, qui se réclament des *Minutemen* de la guerre d'indépendance ou des groupes d'autodéfense qui proliféraient au XIX<sup>e</sup> siècle, et pas uniquement au Far West. Dans son rapport du printemps 2012, le SPLC constate que le mouvement des patriotes et miliciens, qui avait connu un net recul au tournant du millénaire, a brutalement repris de l'envergure depuis 2008, avec une progression de 755% en trois années seulement. Selon le centre, les causes de cette montée en puissance doivent être recherchées du côté de la crise économique et du creusement des inégalités sociales, d'une part, et de l'élection de Barack Obama, d'autre part. On regrettera cependant que le rapport ne cherche pas à explorer les relations entretenues avec le *Tea party*: la présence de « patriotes » aux manifestations de 2009 et 2010 a été manifeste, mais il conviendrait de fouiller au niveau de l'organisation et des thèmes de propagande, les *partiers* se présentant eux aussi comme d'authentiques patriotes.

143

Proche du *patriot movement*, celui des citoyens souverains (*sovereign citizens movement*). Le qualificatif n'a rien à voir avec ce qui est appelé souverainisme en France ou dans d'autres pays européens, mais signifie que les citoyens américains doivent choisir à quelles lois ils obéiront et qu'ils n'ont pas à payer d'impôts ou de taxes. Une fois de plus, cette assertion repose sur une théorie du complot selon laquelle, à la fondation des États-Unis, les Américains vivaient selon la *common law* ou droit coutumier qui établissait leur liberté, mais celle-ci a été remplacée secrètement par la « loi de l'amirauté » ou loi de la mer et du commerce international, dès la guerre civile selon certains et certainement le 5 juin 1933, date à laquelle le président Franklin Roosevelt mit un terme au système de l'étalon or.

L'extrême droite américaine compte une troisième composante, le *nativisme*, terme par lequel on désigne le courant et les organisations voulant réserver la citoyenneté, voire la résidence,

aux « indigènes » (*natives*) que seraient les groupes ethnoculturels ayant peuplé les treize colonies anglaises et conquis l'indépendance, c'est-à-dire les *wasps*, ou, pour le moins, régler l'immigration afin d'exclure ou de limiter les flux susceptibles de modifier les équilibres ethniques du pays. Ce mouvement remonte quasiment aux origines des États-Unis.

Le nativisme ou, sans euphémisme, la xénophobie, a aujourd'hui pour cibles principales les clandestins et, plus largement, les Latinos dont la part dans le nombre ne cesse d'augmenter, du fait de l'immigration et d'un indice de fécondité plus élevé que la moyenne des femmes *wasps*. D'après le recensement de 2010, ils ont dépassé la barre des 50 millions et, avec 16 % de la population totale, forment la minorité la plus nombreuse du pays, nettement devant les 12 % de Noirs <sup>4</sup>. Ils constituent 9 % de l'électorat et incomparablement plus dans les États du Sud-Ouest (Californie, Arizona, Nouveau-Mexique, Texas, Colorado), ainsi qu'en Floride, où ils tendent à se concentrer. Quant aux clandestins, pas exclusivement latinos d'ailleurs, ils seraient 12 millions, chiffre que les élucubrations des nativistes portent jusqu'à 37 millions, et aux accusations classiques – voleurs du pain des autochtones, chancres des programmes sociaux, propagateurs de maladies et vecteurs de la délinquance – s'ajoute, dans le cas des latinos, celle de servir de mules aux trafiquants de drogue, oubliant ici que la demande américaine de stupéfiants étant inextinguible, il est normal, en bonne économie de marché, que l'offre suive, et que cette même demande, couplée aux trafics d'armes depuis les États-Unis, a ses conséquences les plus dramatiques en Amérique latine et dans la Caraïbe. En tout état de cause, des milices nativistes patrouillent la frontière du Sud-Ouest où ils traquent le passage des clandestins qu'ils dénoncent aux forces de sécurité. Or, le dernier rapport du SPLC note une chute brutale du nombre des groupes et milices nativistes, qui était passé de 144 en 2007 à 309 en 2009, puis 319 en 2010, pour tomber à 184 en 2011, et le déclin de leur activité.

En fait, cette composante a été siphonnée par le *Tea party* ou l'a rejoint. Ainsi, en août 2010, un rassemblement organisé

---

<sup>4</sup> « Le terme "hispanique", selon la définition utilisée par le Bureau du recensement, est une catégorie ethnique au sens large. Il désigne les personnes qui choisissent de s'identifier comme d'origine hispanique ou latino en raison de leur héritage culturel, leur appartenance nationale, leur lieu de naissance ou celui de leurs parents ou de leurs ancêtres », in Frédérick Douzet et Raphael J. Sonenshein : « États-Unis : le défi hispanique » (*Le Monde*, 6 mars 2012, p. 18).

en Arizona par la milice appelée *American Border Patrol* et le *Tea Party Nation* a pu réunir 600 personnes. La *Federal Immigration Reform and Enforcement Coalition* (ou FIRE), qui est aujourd'hui le regroupement nativiste le plus puissant, avec 136 sections dans 35 États, a monté en novembre 2011 une « journée nationale en mémoire des victimes de crimes commis par des étrangers en situation irrégulière », en collaboration avec la *National Tea Party Immigration Coalition* et l'*Immigration Tea Party*. Cause plus remarquable encore, l'adoption par une série d'États fédérés à majorité républicaine de lois draconiennes contre les immigrants. On aurait tort de penser que les nativistes sont tous des forcenés et que la tendance n'est qu'un ramassis de beaufs, version américaine, bien que les uns et les autres soient excessivement nombreux aux États-Unis.

Dans son dernier opus, publié quelques années avant sa mort, Samuel Huntington s'inquiétait de la menace mortelle que l'immigration hispanique ferait peser sur l'« identité nationale » des États-Unis, moins par son nombre que par sa concentration géographique – il y rappelait l'autocollant que l'on pouvait lire à Miami, envahie par les latinos, « Que le dernier Américain à quitter les lieux ait la gentillesse de ranger le drapeau » – et surtout par son refus d'intégration. Cette attitude viendrait, d'une part, de la culture catholique sur laquelle il avait déjà écrit dans « *Le choc des civilisations* », laquelle trancherait avec le fond réformé de l'identité américaine, et, d'autre part, parce qu'une série de facteurs leur permettent d'échapper à l'acculturation à laquelle les autres vagues d'immigrés ont été conduits à se plier. La constance des flux migratoires, la simple proximité géographique avec leurs pays d'origine, la persistance de relations étroites avec ces derniers, les moyens modernes d'information et de communication, l'existence de médias américains (presse, stations de radio, chaînes de télévision) en espagnol rendent inutile l'acquisition de l'anglais, en particulier là où la concentration des Hispaniques est forte, alors que toutes les vagues précédentes abandonnèrent leur langue maternelle à la deuxième génération et pour une série de raisons – la distance, le statut qui était le leur avant d'émigrer, les conditions mêmes de leur départ, etc. – coupaient ou réduisaient leurs relations avec le pays natal et alors que les immigrants trouvaient aux États-Unis non seulement la possibilité d'une nouvelle vie, mais aussi une revanche ou, dans le cas des Irlandais, un point d'appui pour défendre la cause de leurs ancêtres. Pour les Hispaniques, le Sud-Ouest des États-Unis ne serait que le prolongement de l'espace latino-américain et la migration serait, pour eux, une reconquête des territoires perdus lors des guerres du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutes choses permises, facilitées,

voire encouragées, par une élite cosmopolite et une intelligentsia dévoyée par l'idéologie du multiculturalisme, à laquelle s'opposera un jour le peuple des gens simples, outragé de se retrouver réduit à la portion congrue <sup>5</sup>.

### ***Fringe et mainstream***

Il existe bien une nébuleuse d'extrême droite aux États-Unis, qui n'a que très marginalement – les groupuscules néonazis –, emprunté au fascisme canonique mais qui plonge ses multiples racines dans le terreau du pays. On ne peut parler de « frange cinglée » que pour ses méthodes et la pauvreté de ses thèses, mais, répétons-le, c'est là une constante des extrêmes droites, cependant que la violence physique, comme les anathèmes et le conspirationnisme, participe de la culture américaine. Deux remarques peuvent être faites à ce stade de l'analyse. Des recouvrements et des interactions existent entre l'extrême droite des *hate groups* et le *Tea party*. De façon incomplète certainement, dans la mesure par exemple où ce dernier ne reprend pas les thèses de la « question noire », ou de façon indirecte, à propos de la « discrimination positive » ou à partir du droit des familles à inscrire leurs enfants dans les écoles de leur choix, et des suprématistes blancs, mais sa composition est essentiellement blanche et les membres des groupes racistes ont participé à ses rassemblements. Par contre, l'accord se fait à propos de l'immigration hispanique et des clandestins, cependant que l'antifiscalisme des *partiers* rejoint sans difficulté l'antiétatisme de la plupart des *haters*. Deuxième remarque, le *Tea party* ayant été coopté par le parti républicain, celui-ci se trouve déporté plus nettement encore sur sa droite, développant des thèmes similaires à ceux de l'extrême droite et acceptant en son sein des courants ou des membres de l'extrême droite. Pour comprendre cette évolution, il convient de revenir sur l'ultra droite parlementaire.

Nous l'avons dit, les « trois G » forment le fond de commerce de cette dernière. Nous n'insisterons pas sur les armes à feu (*gun*),

---

<sup>5</sup> Samuel Huntington : « *Who are we? The Challenges to America's National Identity* » (Simon & Schuster, 2004), p. 448. Cet ouvrage a été traduit en français : « *Qui sommes-nous? Identité nationale et choc des cultures* » (Odile Jacob, Paris, 2004). Sur un aspect central de l'ouvrage, à savoir les prétendues menaces sur l'usage de la langue anglaise aux États-Unis, voir Frédérick Douzet : « *Le cauchemar hispanique de Samuel Huntington* », in *Hérodote*, 2004/4, n° 115.

pour nous contenter de quelques statistiques : chaque année, 200 000 personnes sont blessées et 30 000 tuées par armes à feu aux États-Unis ; 270 des 875 millions d'armes à feu en circulation dans le monde sont détenues par des Américains, soit 90 armes pour cent Américains. Par ailleurs, 145 groupes de défense du deuxième amendement pratiquent le lobbying auprès du Congrès et dépensent à cette fin deux millions de dollars par an, contre 60 000 dollars par les groupes favorables à un contrôle. Aux organisations précitées et à la célèbre *National Rifle Association* viennent s'ajouter régulièrement d'autres, par exemple *The Second Amendment Sisters* (2000), constituée de femmes, *Pink Pistols* (2000), créée par des homosexuels libertariens, *Jews for the Preservation of Firearms Ownership*, fondée en 1986 par un ancien armurier ou *Students for Concealed Carry on Campus*, établie en 2007 pour contourner la loi de 1990 qui délimitait des zones, essentiellement des lieux d'éducation, libres d'armes à feu. Tout se passe comme si chaque « communauté » se sentait physiquement menacée et estimait qu'il lui revenait de se défendre par elle-même. En d'autres termes, la possession d'une quantité colossale d'armes à feu et essentiellement à des fins dites d'autodéfense – alors que dans la plupart des pays connaissant la paix civile, c'est pour la chasse - n'est pas l'affirmation d'un droit civique, comme l'affirment les défenseurs du deuxième amendement, mais l'expression d'une conception de la société comme étant encore à l'état de nature, au sens hobbesien du terme : *homo homini lupus est*, « l'homme est un loup pour l'homme ». Selon nous, c'est là le fondement philosophique, s'il y en a un, de l'extrême droite dans le monde occidental.

147

Les deux autres termes – *gays* et *god* – nous paraissent liés entre eux. L'homophobie, ainsi d'ailleurs que l'opposition radicale à l'interruption volontaire de grossesse, voire à toute forme de contrôle des naissances, va de pair avec la focalisation sur la famille patriarcale et l'absolutisme religieux. De fait, s'il y a état de nature, la seule instance valable sera la famille dont l'unique référent ne pourra être que divin, puisque le corps social est délétaire et l'Autre un ennemi en puissance. Inversement, la loi divine structurera la famille, lui donnera force et la guidera dans un monde violent, bien mieux que ne saurait le faire la puissance publique. Quiconque ne respectera pas cette loi ou s'en démarquera – homosexuels – s'exclura de lui-même et devra être combattu. Nous sommes en théocratie. Sur cette base théocratique, il est possible de bâtir des communautés humaines mentalement encloses, comme il existe aux États-Unis des résidences encloses matériellement, ou *gated communities*. Certes, cette extrême droite se réclame bruyamment de la Constitution et il serait facile de la mettre en contradiction si l'interprétation de

la loi fondamentale qu'elle se fait n'était pas religieuse et si elle ne cherchait pas, à partir de là, à en finir avec la séparation des églises et de l'État que celle-ci établit. Or, on le sait et nous n'insisterons pas puisque ce sont là choses largement connues, il existe aux États-Unis une droite ou plutôt une extrême droite religieuse, dont le *Tea party* ne constitue qu'un bourgeon récent, établie de longue date et qui fournissait jusqu'à présent le gros des troupes de l'extrême droite parlementaire. Essentiellement composée d'évangélistes, ainsi que d'églises non confessionnelles, elle est apparue sous sa forme contemporaine dans les années 1920 en réponse aux courants modernistes et aux découvertes scientifiques. La question reste d'actualité, l'extrême droite chrétienne professant l'inerrance, c'est-à-dire la croyance que la Bible ne comporte aucune erreur dans sa forme originale, et ayant en conséquence une lecture littérale du Livre.

Les fondamentalistes entreront en politique à partir de 1962, suite à l'arrêt de la Cour suprême interdisant la prière dans les écoles publiques. On relie généralement cette politisation à l'abolition de la ségrégation, à la stratégie sudiste de Nixon et à la dérive vers le parti républicain des petits Blancs du sud. Cette analyse est incomplète à un triple titre. Les effets de la « question noire » sont de beaucoup antérieurs à la déségrégation, dans la mesure même où l'« institution singulière » n'a cessé de marquer les confessions tout au long de l'histoire américaine. Il conviendrait ensuite d'analyser de façon précise pourquoi et comment le Sud profond est passé de l'anglicanisme majoritaire des origines à l'évangélisme, processus qui a commencé avec la troisième vague de « renouveau » religieux. Enfin, on n'est plus sur « *la route du tabac* », à travailler « *le petit arpent du bon Dieu* » aux côtés d'« *un p'tit gars de Géorgie* », titres des romans qui firent jadis le renom d'Erskine Caldwell. Cela existe encore mais a été dépassé par les mutations économiques et sociales, par les migrations internes du dernier demi-siècle, depuis l'aménagement du bassin de la Tennessee dans le cadre du « New Deal » et le développement touristique de la Floride jusqu'aux parcs technologiques d'aujourd'hui, en passant par l'implantation d'usines automobiles attirées par le coût moins élevé de la main d'œuvre et le faible niveau de syndicalisation (Mercedes, Toyota, BMW, Hyundai, GM, Nissan), de sièges sociaux de grandes banques, de puissants groupes de médias (CNN, TBS, CNT) et bien sûr Coca-Cola, native d'Atlanta. La composition sociale de l'extrême droite religieuse ne saurait donc se réduire à de petits Blancs racistes et son essor récent n'est pas uniquement un épiphénomène de la « question noire ». De fait, il a été entretenu par les « guerres culturelles » qui ont

été menées aux États-Unis depuis les années 1970 autour de la libération de la femme, de l'avortement, de l'orientation sexuelle, de l'éducation, du mariage, etc. Il existe une totale convergence de vues sur les questions de société entre fondamentalistes de toutes obédiences religieuses.

### **Neocons**

Une autre mouvance de l'extrême droite américaine n'a pas été évoquée jusqu'à présent, les néoconservateurs, qui sortent du champ d'étude du *Southern Poverty Law Center*, mais aussi des médias étrangers pour lesquels ce ne sont que des acteurs parmi tant d'autres du courant principal (*mainstream*) de la politique américaine. Ayant eu leur heure de gloire sous la présidence du jeune Bush, les néoconservateurs sont bien connus. Le préfixe découle du fait que les parrains du courant, Irving Kristol et Norman Podhoretz en premier lieu, étaient à l'origine des juifs non pratiquants, militant au sein de groupes d'étudiants d'inclination trotskyste, c'est-à-dire farouchement anticommunistes et antisoviétiques. Aussi n'eurent-ils aucun état d'âme à participer, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, à l'affrontement idéologique qui a constamment sous-tendu la guerre froide, au sein notamment du *Congress for Cultural Freedom* et dans les colonnes de sa revue «*Encounter*» dont le financement par la CIA devait être révélé tardivement. Leur travail fut longtemps essentiellement idéologique, qu'ils menaient à travers diverses revues – «*Public Interest*», «*Commentary*» –, l'enseignement et la formation d'élèves qui devaient par la suite jouer un rôle directement politique (Paul Wolfowitz, Richard Perle, Douglas J. Feith). Démocrates, partisans affirmés de la déségrégation et de la «*Great Society*» mise en place par Lyndon Johnson, ils évoluèrent sous le triple impact de la contre-culture (*counterculture*) qui battit son plein aux États-Unis entre 1964 et 1972, des critiques qui fusaient alors contre la politique extérieure des États-Unis et plus largement contre la guerre froide, de la guerre israélo-arabe de 1973 ou «*guerre du Kippour*». La désignation du sénateur George McGovern comme candidat démocrate face à Richard Nixon en 1972 fut pour eux la goutte qui fit déborder le vase. Ils reportèrent alors leurs espoirs vers le sénateur Henry Martin «*Scoop*» Jackson qui, tout en soutenant le mouvement des droits civiques et la protection de l'environnement, était avant tout un partisan acharné de la guerre froide et de la course aux armements, ce qui lui avait valu le surnom de «*sénateur Boeing*», entreprise dont le siège social était alors à Seattle, dans

son État de Washington <sup>6</sup>. Deux candidatures malheureuses de leur poulain aux primaires démocrates de 1972 et 1976, puis la présidence Carter, les firent changer de camp politique et soutenir Ronald Reagan. Ces « libéraux impérialistes » surent tisser de larges alliances avec tout ce que les États-Unis comptaient de « faucons ». On se contentera d'évoquer ici le *Committee on the Present Danger*, créé en 1950 afin de populariser la stratégie d'endiguement et de course aux armements. Il devait renaître de ses cendres dans les années 1970 pour s'opposer aux accords de limitation des armes nucléaires, ce en étroite coopération avec la *Coalition for a Democratic Majority*, fondée en 1972 par le sénateur Jackson, dont Jeanne Kirkpatrick était l'animatrice. L'éventail du CPD était très ouvert, où l'on retrouvait des personnalités politiques, universitaires (Samuel Huntington) et syndicales, le financement provenant de Hewlett-Packard et des fondations de Richard Mellon Scaife <sup>7</sup>. Plus tard, ce sera le *Projet pour un nouveau siècle américain* (PNAC), entièrement néoconservateur, dont on sait l'influence idéologique qu'il exerça pendant les guerres du jeune Bush. Aujourd'hui, c'est la *Foreign Policy Initiative*, lancée en 2009 par William Kristol, le publiciste Robert Kagan, le financier Dan Senor et Eric Edelman, un ancien diplomate.

Quatre points sont ici à souligner. La première génération de néoconservateurs a su s'associer à une série d'acteurs et de secteurs, les « intellectuels du Pentagone » que l'on trouvait à la *RAND Corporation* ou à l'*Hudson Institute*, fondé en 1961 par Herman Kahn, les *think tanks* conservateurs, comme l'*American Enterprise Institute*, et surfer sur la « révolution conservatrice » de l'ère Reagan. L'implosion de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide furent saluées comme des victoires personnelles par cette génération, mais la deuxième, représentée par William Kristol et son hebdomadaire *The Weekly Standard*, a trouvé dans le « terrorisme » un nouvel

---

<sup>6</sup> La plupart des néoconservateurs qui rejoignirent le jeune Bush avaient servi auprès du sénateur Jackson. Jeanne Kirkpatrick (1926-2006) était alors trop âgée pour le faire, mais elle était allée plus loin que ses amis de la première génération puisqu'elle avait sauté le pas en devenant l'ambassadrice auprès des Nations unies, avec rang ministériel, pendant la présidence Reagan.

<sup>7</sup> Richard Mellon Scaife est l'une des plus grandes fortunes américaines – pétrole (Gulf Oil), aluminium (Alcoa), banque (la célèbre famille Mellon), médias (*Pittsburgh Tribune Review*, NewsMax Media) – et un financier du Parti républicain. Il mènera, en pure perte, une véritable guerre contre Bill Clinton dont il voulait obtenir la mise en accusation (*impeachment*).

ennemi justifiant la poursuite du combat à l'échelle mondiale. Par ailleurs, son conservatisme s'était élargi à d'autres domaines, avec l'acceptation de l'«économie de l'offre», la critique de la «culture de la dépendance», poursuivant ainsi l'aversion des fondateurs pour la contre-culture, l'hostilité à l'État-providence, quand bien même il se présentait sous la version très édulcorée qui prévaut aux États-Unis, et à l'extension de l'assurance-maladie. Le *Weekly Standard* a par exemple mené une campagne active pour sortir Sarah Palin de l'ombre et l'inscrire sur le ticket républicain des élections présidentielles de 2008. En d'autres termes, il conviendrait d'ôter le préfixe «néo» pour parler tout simplement d'une droite ultraconservatrice à obsession militariste. Or, et c'est le dernier point, une cause unit l'extrême droite patentée, les fondamentalistes chrétiens, les néoconservateurs et l'ultradroite parlementaire, à savoir l'adhésion complète aux positions du Likoud. Le terrain est en l'occurrence fertile puisqu'une forme d'identification s'est établie dans l'esprit des Américains, entre la création de l'État d'Israël – le peuple élu retrouvant son berceau promis et un temps possédé – et celle des États-Unis, peuplés d'immigrants à la recherche d'une terre possible, où ils vivraient sous le regard de Dieu, loin des turpitudes de la vieille Europe. Autre facteur d'identification, le territoire des premiers comme celui des seconds n'était pas *terra nullius*, mais les «naturels» en faisaient un si piètre usage qu'il était légitime de les supplanter. Aussi les congrès du lobby étranger qu'est l'*Israel Public Affairs Committee* ou AIPAC sont-ils un passage obligé pour toute personnalité politique et la cause du Likoud est-elle diffusée par moult organisations, fondations et *think tanks* <sup>8</sup>.

151

Certes, il existe tout un courant antisémite au sein de la nébuleuse des *hate groups*, qui se retrouve en l'occurrence hors circuit, mais, en termes d'influence politique, cela est plus que compensé par le *dispensationalisme*. Systématisé et diffusé dans le Royaume-Uni par le prédicateur évangéliste John Nelson Darby (1800-1882) et très vite introduit aux États-Unis, cette lecture de la Bible distingue sept périodes dans l'histoire humaine, correspondant chacune à une étape de la révélation divine, depuis l'âge de l'innocence qui était celui d'Adam et Eve avant la chute, jusqu'au sixième qui fut celui de la grâce accordée par Dieu à quiconque croit en Jésus.

---

<sup>8</sup> Cette cause dispose de financiers généreux dont le plus célèbre est Sheldon Adelson, le magnat de Las Vegas, gros investisseur à Macao et quatrième fortune américaine. Il a déjà donné 10 millions de dollars à la campagne que mène son obligé Newt Gingrich contre le «socialiste» Obama et pour en finir avec les Palestiniens, peuplade «sans existence historique».

À chaque étape de la révélation (*dispensation*), l'homme est éprouvé par Dieu en fonction de la révélation correspondante. Il se trouve que la *dispensation* actuelle est celle du Royaume, c'est-à-dire du retour du Christ sur terre et de la paix pour mille ans, ce qui introduit une vision eschatologique de l'ensemble des choses, du foyer familial au gouvernement de la planète. Cette lecture nourrit l'évangélisme, en particulier ses églises non confessionnelles (pentecôtistes, charismatiques) et ses tendances les plus fondamentalistes, au nombre desquelles on trouve le sionisme chrétien. Pour ce dernier, l'un des signes annonciateurs du retour du Christ a été la création de l'État d'Israël, que suivra un jour prochain la conversion des Juifs au christianisme, stade ultime avant que le Royaume ne soit établi sur cette terre. Afin que cela advienne, Israël doit se consolider, s'étendre à l'« ensemble de la terre promise » et, sinon en chasser, du moins y subjuguier les Palestiniens. Nombre de télévangélistes (Jerry Falwell, John Hagee, Pat Robertson) et leurs organisations, *Moral Majority* par exemple, la plupart des politiciens appartenant à la droite fondamentaliste (Tom DeLay), relèvent de ce courant, dont l'association *Christians United with Israel* est l'épitomé. On comprendra que le Likoud organise voyages, conférences et séminaires pour ces illuminés, quand bien même tout cela est attentatoire à la Torah. Soulignons-le, les sionistes chrétiens vont à rebours de la majorité des Juifs américains qui restent des libéraux, dans l'acception du qualificatif donnée aux États-Unis, c'est-à-dire attachés à l'égalité civique et à la justice sociale. À suivre Peter Beinart, le sionisme serait confronté à une menace mortelle dans la mesure où la politique poursuivie par le Likoud et son refus persistant à la création d'un État palestinien viable sapent les principes démocratiques qui fondent l'État d'Israël, raison pour laquelle cet auteur appelle au boycottage des colonies de Cisjordanie. Selon lui, le judaïsme américain a été dévoyé par une poignée d'organisations extrémistes richement dotées, ce qui contribue à détourner la jeune génération vers les causes sociales ou écologiques et à se détacher de ses racines juives <sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> Politologue, ancien rédacteur du magazine *New Republic* et blogueur sur le site de la revue en ligne *The Daily Beast*, Peter Beinart est l'auteur d'un ouvrage, *The Crisis of Zionism*, dont on annonce la sortie prochaine. Les lignes qui lui sont consacrées s'appuient sur les analyses et commentaires qui en ont été faits dans les médias, par exemple « *A lament for America's Jews* » in *The Economist*, 24 mars 2012, p. 44.

Une fois encore, les néoconservateurs ne forment pas une organisation, mais un courant d'idées, et ils œuvrent au sein de l'«establishment», qu'ils s'efforcent d'influencer et d'orienter. Pour trois raisons au moins, ils relèvent de l'extrême droite américaine.

Primo, l'expression de «fascisme extérieur» qu'avait énoncée Maurice Duverger en son temps nous paraît toujours pertinente, qui soulignait que les démocraties occidentales étaient enclines à défendre les droits de l'homme dans les pays centraux tout en intervenant par tous les moyens et sous n'importe quel prétexte contre les peuples de la périphérie. Cette apparente contradiction a été fréquemment illustrée ces deux dernières décennies, depuis au moins les guerres de démembrement de la Yougoslavie, et les néoconservateurs sont aux États-Unis les propagandistes de ce «fascisme extérieur» en se faisant les chantres des guerres préventives.

Secundo, la contradiction extérieur/intérieur tend à s'effacer dans la mesure même où la «longue guerre contre la terreur» a conduit à l'adoption d'une série de lois liberticides aux États-Unis mêmes. On citera le *Military Commissions Act* d'octobre 2006 qui abolit le droit d'*habeas corpus* pour les étrangers accusés de terrorisme et pour les étrangers ou les Américains désignés comme «combattants ennemis» par l'exécutif, le *Defense Authorization Act* d'octobre 2006 qui autorise le président à imposer la loi martiale en cas d'«incident terroriste» susceptible de remettre en cause l'ordre public, le *John Warner National Defense Authorization Act* pour l'année fiscale 2007 qui permet au président de déclarer la loi martiale et de gouverner par décret en cas de catastrophe naturelle, d'épidémie ou de situation d'urgence sanitaire, d'attaque ou d'incident terroriste, ou d'autres situations similaires, lois auxquelles s'ajoutent les écoutes téléphoniques et électroniques ou la pratique de la torture sur des détenus. Cette législation n'a pas été remise en cause par l'administration Obama qui y a ajouté le droit pour le président de procéder à l'exécution extrajudiciaire de citoyens américains, comme cela s'est produit à diverses reprises au Yémen, les drones étant en la matière l'arme privilégiée.

Tertio, les néoconservateurs jouent leur partition dans la montée du militarisme aux États-Unis. À la différence du racisme ou de l'exterminisme, cette idéologie ne participe pas de la tradition américaine dans la mesure où l'instrument militaire a longtemps été réduit, avant que d'être déconsidéré, à la fin des années soixante et au début de la décennie suivante, par la guerre contre le peuple vietnamien. C'est en partie en réaction à cela, et certainement en relation avec l'abandon de la conscription, que le militarisme est apparu. Trois aspects méritent d'être ici évoqués. La glorification

des forces armées—« *the best of the world* »—est constante et quasi unanime, au point d'être obscène. Aujourd'hui, l'institution militaire est, selon tous les sondages, la plus hautement appréciée par la population, quand elle n'est pas la seule, alors que le Congrès et la présidence sont l'objet d'une large désaffection. Dans un certain sens, cela pouvait rester secondaire tant que l'institution militaire semblait être avant tout un instrument de haute technologie—missiles et armes nucléaires, aviation, marine—se préparant à l'affrontement final contre l'ours polaire, puis, après la disparition de celui-ci, intervenant dans des opérations courtes (guerre du Golfe, Yougoslavie), victorieuses et sans grandes pertes du côté américain. Avec les guerres dans le « grand Moyen-Orient » et leur nature contre-insurrectionnelle (COIN), les choses ont changé et il n'est pas indifférent que les théoriciens de ce type de conflit aient pris leurs modèles chez les colonels français de la guerre d'Algérie. Désormais, le héros est le baroudeur, le marine, le combattant de forces spéciales guerroyant au sein des populations, certes « caporal stratégique » mais tueur d'abord. Deuxièmement, les forces armées tendent à vivre en vase clos, dans leurs bases où elles disposent de tout le confort américain : écoles, supermarchés, restauration rapide, terrains de sport, salles de musculation et bowlings, orchestres, lieux de culte, médias, etc. S'ajoutent à cela les évolutions sociologiques, qui ont affecté surtout l'armée de terre et le corps des marines, intégration des « minorités visibles », ce qui est en soi positif, mais également poids croissant des Sudistes—nous évoquons plus haut le drapeau confédéré—et des évangélistes. Politiquement, les membres des forces armées sont majoritairement républicains, tendance qui a pris de l'ampleur pendant les mandats de Bill Clinton, contre qui la hiérarchie militaire mena une forme de guérilla. Troisièmement, la question n'est pas inappropriée de se demander si l'obéissance absolue de l'institution militaire à l'autorité civile que la Constitution dispose—le président est le commandant en chef, le Congrès exerce un contrôle constant sur l'organisation, les moyens et l'usage des forces armées—, est complètement garantie. Le fait que le Pentagone dispose de considérables moyens budgétaires et reste, en dépit de ce qui s'écrit, protégé des coupes que devrait induire la réduction du déficit public, paraît suffisant pour écarter ce risque. Toutefois, on ne saurait écarter la possibilité d'actes d'insubordination devant une décision militaire de l'autorité civile ou de l'émergence politique d'un général médaillé, sur le modèle de ce que Douglas Mac Arthur avait rêvé d'accomplir, ou encore de l'entrée en action de demi-soldes ulcérées par le sort qui leur serait réservé et par la *bavochure* de la société civile.

## **Kochtopus**

La politique aux États-Unis est dévoyée par l'argent, c'est là une réalité indiscutable. Non seulement les élections coûtent de plus en plus cher, ce qui pose la question de qui les finance, mais encore le lobbying est devenu une industrie à part entière—on estimait en 2007 qu'il y avait 13 700 lobbyistes agissant au niveau fédéral et que, durant l'année 2010, trente milliards de dollars avaient été dépensés en lobbying, dont 3,5 milliards au niveau fédéral—, dont les entreprises sont les principales clientes. Nombreux sont les politiciens qui font une seconde carrière comme lobbyiste, lorsqu'ils n'entrent pas dans un conseil d'administration, pratique appelée *revolving door* ou jeu des chaises musicales. Des évolutions notables sont apparues depuis les années 1970 avec la multiplication des *think tanks* (l'*American Enterprise Institute* par exemple) et des fondations par le truchement desquels les milieux d'affaires entendent modeler l'opinion publique et orienter les décisions politiques, appuyés en cela par des stations de radio et des chaînes de télévision (Fox) dont le but n'est pas d'informer mais de formater les esprits.

De cela, les frères David et Charles Koch offrent un exemple probant. À la tête d'un conglomérat qui se place au deuxième rang des sociétés privées, après Cargill - raffineries, 6 000 kms d'oléoducs, industrie chimique et produits dérivés, bois, papier etc.—leur fortune personnelle est estimée à 55 milliards de dollars, ce qui les place immédiatement après Bill Gates et Warren Buffett. De leur père, Fred Koch, un ingénieur qui avait mis au point un nouveau procédé de craquage du pétrole, que les majors rejetèrent—il était allé ensuite le vendre et l'installer en Union soviétique, ce dont il ne cessera ensuite de se repentir—, et qui avait été l'un des fondateurs de la *John Birch Society*, à bien des égards la matrice de l'extrême droite politique américaine, ils ont hérité un aversion radicale pour le communisme et toute forme d'intervention de l'État dans la vie des citoyens. En d'autres termes, ils devinrent des libertariens dont ils financèrent le candidat aux présidentielles de 1980—David Koch étant son *running mate* à la vice-présidence—, sur une ligne tout à la fois anarcho-capitaliste et pacifiste. Le piètre résultat obtenu (1,06% des suffrages), les conduisit à changer leur fusil d'épaule et à chercher à peser sur la politique de l'extérieur. Ils le font par le truchement de leurs multiples fondations—*Charles G. Koch Charitable Foundation*, *Charles R. Lambe Charitable Foundation*, *David H. Koch Charitable Foundation*—, leur comité d'action politique et le financement personnel, cela pour des millions de dollars. Ils ont créé des *think tanks*, le *Cato Institute*, le *Mercatur Center* à l'université George Mason, et divers organismes politiques dont

le *Citizens for a Sound Economy*, qui reçut d'eux cinq millions de dollars entre 1985 et 1990, mais qui connut une scission en 2004, donnant ainsi naissance à *Freedom Works* d'une part et *American for Prosperity* d'autre part, sur laquelle les frères gardèrent la haute main. Des métastases se propagèrent, *Citizens for the Environment*, créée en 1990, *Patients united now*, fondée en 2009, afin de combattre respectivement la réglementation des émissions à effets de serre, qui obérerait directement les activités très polluantes du conglomérat Koch, et l'extension de l'assurance maladie. À bien des titres, les frères sont à l'épicentre de la campagne contre l'administration Obama et les organismes qu'ils financent agissent comme une pieuvre, *octopus* en anglais, d'où le jeu de mots *Kochtopus* qui sert ici de sous-titre.

156

Les libertariens peuvent présenter des aspects plaisants et certains d'entre eux sont actifs dans le mouvement antiguerre aux États-Unis. Ils développent toutefois une conception du monde niant toute forme d'organisation sociale et réduisant les êtres humains à des monades supposées disposer d'une capacité illimitée à se gouverner seules. Point d'État, et donc l'état de nature, mais présenté cette fois-ci comme le garant de la liberté individuelle et de la concorde universelle. On serait en pleine « rêverie » rousseauiste si le seul fondement de cette idéologie n'était la propriété privée et la référence intellectuelle, l'école autrichienne d'économie. On retrouve ici le darwinisme social si prégnant aux États-Unis, selon lequel l'existence est une lutte pour la survie et il est légitime que le plus fort et le plus habile emporte la mise, les perdants n'ayant qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Qui plus est, les frères Koch se veulent stratèges, avec pour objectif d'effacer de la scène américaine la moindre parcelle de progressisme. Pour ce faire, il leur faut produire des idées – les *think tanks* –, puis des plans d'action – les organismes politiques –, et enfin disposer d'une piétaille, dont ils ont longtemps été dépourvus. Aussi ont-ils financé le *Tea party* et surtout veillé à en former les militants <sup>10</sup>.

On en arrive à la constatation que le populisme qui, répétons-le, est une longue tradition dans l'histoire américaine, a changé de nature. Le mouvement des *know-nothing*, « je ne sais rien » quand ses membres étaient interrogés sur leurs activités, était nativiste. Il s'opposait dans les années 1840 à 1870 à l'immigration de catholiques dans lesquels il voyait des papistes complotant contre la république et forma l'*American Party*, qui remporta quelques succès électoraux

---

<sup>10</sup> Jane Mayer : « *Covert Operations, The billionaires brothers who are waging a war against Obama* », in *The New Yorker*, 30 août 2010.

dans le Nord du pays. Anti-esclavagiste et hostile aux grands planteurs sudistes, son idéal était une société d'hommes libres et égaux. Plus important encore, le mouvement des années 1890 qui balaya les zones rurales du Sud et de l'Ouest, fit alliance avec les syndicats et adopta en 1892 le programme d'Omaha : abolition des banques nationales (afin de combattre la déflation induite par le monométallisme or), progressivité de l'impôt sur les revenus, journée de travail de huit heures, nationalisation des lignes de chemin de fer, des postes et du télégraphe, réforme de la fonction publique, élection directe des sénateurs. Le *People's party* présenta un candidat aux présidentielles de 1892, qui fit alliance avec les Noirs du Sud et parvint à remporter quatre États. Les démocrates ayant repris une partie de son programme, le parti périclita par la suite mais peut se targuer d'avoir contribué aux mesures qui limitèrent la puissance des « barons voleurs » (*robber barons*) de l'« Âge d'or ». Les années du New Deal aussi connurent divers mouvements populistes, qu'animèrent les clubs « Partageons notre richesse » (*Share Our Wealth*) – impôt sur les actifs nets afin de lutter contre la pauvreté, financement public de grands travaux, construction d'écoles et d'hôpitaux, pensions de retraite – de Huey Long, gouverneur (1928-1932), puis sénateur (1932-1935) de la Louisiane, qu'il tenait d'une main de fer et où il avait engagé de multiples programmes sociaux. Il fit campagne à la gauche de F.D. Roosevelt, aux côtés du père Charles Coughlin que ses émissions radiodiffusées avait rendu populaire et dont l'*Union nationale pour la justice sociale* demandait la nationalisation des grandes entreprises et des compagnies de chemin de fer, ainsi que la protection des travailleurs, et du médecin Francis Townsend dont le projet de sécurité sociale inspirera l'administration Roosevelt. Cette vague populiste n'était pas sans contradictions, avec notamment les relents antisémites du père Coughlin, mais elle contribua à infléchir la politique du gouvernement et à l'adoption du « second New Deal ». Cette inflexion et le meurtre de Huey Long en 1935 affaiblirent le mouvement. On en retrouve quelques traces dans la tumultueuse vie politique de George Wallace, le gouverneur de l'Alabama, candidat à maintes reprises aux primaires démocrates et au nom du Parti américain indépendant, féroce opposé à la déségrégation, – ce qu'il corrigera durant son dernier mandat de gouverneur –, anticommuniste rabique et cependant défenseur des travailleurs et de leurs droits <sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Steve Fraser et Joshua Freeman : « *The strange story of Tea Party populism* », in *Salon*, 3 mai 2010.

Il ne reste rien de tout cela aujourd'hui. Le *Tea party* est un mouvement d'extrême droite dont il exprime les rancœurs et les haines profondes. Il a donné à ce courant une nouvelle vigueur et sa cooptation par l'establishment est dans l'ordre naturel des choses puisque son embellie a été largement organisée et financée par une fraction du grand patronat américain. George Orwell avait noté que les partisans de sir Oswald Mosley avaient tort de se vêtir de chemises noires et que pour s'imposer au Royaume-Uni les fascistes auraient dû porter le chapeau melon et défiler avec des parapluies bien roulés. Trois remarques de l'historien Robert O. Paxton méritent d'être rappelées. La doctrine fasciste était d'une insigne pauvreté intellectuelle, trait qui se retrouve dans celle des extrêmes droites contemporaines. Aux États-Unis, l'extrême droite ne peut s'imposer que si elle est religieuse, militariste et raciste, ou au moins nativiste, ce qui est le cas, avec pour fondement complémentaire le darwinisme social qu'exacerbe la crise économique et sociale. Enfin, le fascisme canonique a pris le pouvoir et a dirigé, en alliance avec des pans entiers de l'élite et de l'appareil d'État. Aux États-Unis, ce sont des pans entiers de l'élite et de l'appareil d'État qui définissent les orientations de l'extrême droite et tentent d'en organiser la piétaille. La rage qui habite l'extrême droite américaine, les incohérences de sa pensée et les contradictions aveuglantes de ses propositions devraient lui coûter la présidentielle, mais elle reste en mesure de consolider ses positions au Congrès et dans les élections locales. À moins que les espoirs éveillés par un tout autre populisme, celui du mouvement des 99% et d'occupation de Wall street, ne se confirment.